Nullement. Le rôle du « Besserwisser » (terme intraduisible en français, à moins d'user de la circonlocution), n'est pas mon affaire.

Laissant courir ma plume au fil d'une pensée, qui pour autant n'est pas improvisée, je ne m'avise pas de faire la leçon à qui que ce soit, moins encore de désobliger personne.

Mes critiques qui n'ont rien d'acrimonieux ne veulent être qu'à l'image de l'honnête bon sens.

Elles ne se différencient guère des reproches que la grande presse étrangère, en des termes parfois violents, ne ménage pas à ses parlementaires en vue de les amener à une compréhension plus adéquate de leur rôle.

Aussi bien, à ceux qui estimerait que je toise de haut quantité des problèmes pour lesquels je ne me reconnais aucune compétence particulière, je répondrai par l'adage de Beaumarchais qui figure en manchette du « Figaro » : « Les gens qui ne veulent rien faire de rien n'avancent rien et ne sont bons à rien ».

Ou encore mes idées seraient-elles dépassées ? demanderaient-elles à être remises dans le magasin aux accessoires ? seraient-elles entachées de cet esprit réactionnaire qui n'a jamais été, qui ne sera pas le mien et contre lequel je m'insurge ?

Ne serais-je plus « à la page » ?

Ne verrais-je plus les problèmes de cet oeil ingénu se promenant sur l'échiquier de la politique de mon pays, à l'âge de 25 ans, où l'honneur de la Députation m'échut ?

Aurais-je tort dans ce que je viens d'écrire ?

Il ne me resterait alors qu'à répondre avec Renan :

« Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé ».

Je viens d'esquisser la critique de l'infiltration grandissante de l'esprit partisan dans les champs du pouvoir.

Mais la représentation proportionnelle, autrement dit l'accaparement de parcelles de la souveraineté nationale (concept nuageux qui, souvent, obnubile les cerveaux), fractionnée au gré des idéologies qui s'affrontent, pénètre jusqu'au sein des administrations.

Elle fait tache d'huile et ne s'arrête même pas au seuil d'une institution apolitique par définition : le Conseil d'Etat, notre « Chambre de réflexion », dont le rôle s'accroît à mesure que l'institution parlementaire se détériore.

Conseil de légistes, appelé à examiner avec soin, sous la sauvegarde et sous les seuls aspects de l'intérêt général, dès lors en marge de toute vue partisane, les projets de loi et les règlements déferés à son appréciation (dont il peut d'ailleurs prendre l'initiative), le haut corps consultatif, un des organes qui président constitutionnellement à l'œuvre du Législatif et de l'Exécutif, devrait strictement demeurer à l'abri de toute ingérence politique.